

## DEUX REMARQUES GÉNÉRALES CONCERNANT LE DOCUMENT DE LA COMMISSION SUR L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE AU NOUVEAU-BRUNSWICK

### 1<sup>ère</sup> remarque générale à propos du document de la Commission

Pour quiconque a déjà enseigné au niveau universitaire au Nouveau-Brunswick, et plus encore dans d'autres provinces du Canada ou à l'étranger, comme c'est mon cas<sup>1</sup>, la première chose qui frappe dans l'entreprise qui a été mise en branle par le Gouvernement provincial, *via* la Commission sur l'Éducation postsecondaire, c'est le *silence absolu* sur la question de la **préparation** aux études universitaires, une question que la Commission, si elle voulait faire un *véritable* tour d'horizon, et si elle visait *véritablement* l'excellence et l'efficacité qu'elle met de l'avant dans tout le document, **n'a pas le choix d'aborder**. On nous répondra, certes, que tel n'est pas le mandat de la Commission, mais procéder autrement équivaut tout simplement à mettre la charrue avant les bœufs... Il me semble clair, en effet, non seulement par mon expérience d'enseignante au niveau collégial et universitaire, mais également par de très nombreuses discussions depuis plusieurs années à cet égard avec de nombreux professeurs, et encore plus d'étudiants de l'Université de Moncton, qu'il existe certains problèmes importants dans le système de l'éducation *secondaire* au NB, qui livre à l'université des étudiants trop souvent *mal préparés* aux études supérieures, tant au plan de la maîtrise de l'expression écrite, que de la culture générale et de la formation en sciences fondamentales (notamment en mathématiques). Or la compétitivité et l'excellence que l'on veut mettre de l'avant dans le document de la Commission **commencent précisément là**... On ne peut pas construire une maison solide sur des fondations bancales. Ce principe élémentaire de construction vaut également en éducation.

Certes, loin de moi l'idée de vouloir affirmer que *tous* les étudiants qui sortent des écoles secondaires sont mal formés, bien au contraire - et j'en ai connu nombre d'excellents ! -, mais la **proportion** des étudiants mal préparés pour des études supérieures est suffisamment importante et inquiétante pour *nécessiter une évaluation sérieuse et neutre* de la situation, ainsi que des mesures d'intervention concrètes et efficaces pour améliorer cette situation. Il y aurait lieu de se pencher, entre autres choses, sur la nécessité d'avoir des instruments pour assurer une meilleure transition, soit à la dernière année du secondaire, soit à la première année universitaire, entre les deux niveaux d'enseignement. Pour avoir enseigné plusieurs années au Cegep au Québec, j'ai constaté à quel point cette institution intermédiaire est utile pour assurer un minimum

---

<sup>1</sup> Je parle à partir d'une expérience de 6 ans d'enseignement à temps plein à l'Université de Moncton, Campus de Moncton, où j'ai enseigné, bon an mal an, à une moyenne d'environ 230 étudiants par année. J'ai également enseigné plus de 5 ans au Québec, dans 2 Cegeps différents ainsi qu'à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Je connais également bien, pour les avoir fréquentés pendant plusieurs années, l'Université Laval, l'Université de Paris I (France) et l'Université libre de Berlin (Allemagne), institutions qui me servent aussi de *comparatifs* à l'échelle internationale, un aspect auquel le document de la Commission accorde beaucoup d'importance, en raison du contexte compétitif de la mondialisation.

d'homogénéité de la formation postsecondaire des étudiants, qui arrivent à l'Université, beaucoup mieux armés qu'ici<sup>2</sup>. Je ne propose pas, évidemment, d'instaurer un système équivalent au NB (bien que cela me paraîtrait un atout extraordinaire au plan éducationnel), mais il *me semble évident* que la disparité des enseignements au secondaire dans la province et le manque d'homogénéité au plan de la formation de base (méthodologie, compétences linguistiques et culture générale<sup>3</sup>) posent de sérieux problèmes quand vient le temps d'entreprendre des études de niveau universitaire au NB, et plus encore à l'extérieur de la province. Un autre aspect important qu'il faudrait également examiner sérieusement pour avoir un portrait réaliste et général de la situation, et donc de meilleurs moyens d'intervenir pour l'améliorer, a trait à *la formation des maîtres*. Or ce problème concerne ici bel et bien la Commission, puisqu'il est à la fois en *aval et en amont dans tout le système d'éducation* au NB. Pour reprendre l'image utilisée précédemment, cet aspect du problème fait à la fois partie des bœufs et de la charrue...

Bref, et pour en finir avec cette première remarque générale, il me semble évident que le fort taux d'abandon en première année d'université, dénoncé dans le document de la Commission, est dû en bonne partie, outre **le coût astronomique des frais de scolarité**<sup>4</sup>, qui en décourage plus d'un, **au manque flagrant de préparation de nombreux de nos étudiants aux études universitaires**. Les manques à gagner de la formation secondaire ne peuvent que produire, une fois à l'université, de mauvaises notes, ce qui ne peut bien évidemment que décourager les étudiants concernés, et ce même parmi les mieux intentionnés et les plus vaillants, *a fortiori* si leurs moyens financiers sont limités. C'est ainsi que les insuffisances de la formation assurée dans les institutions secondaires, **malgré toute la bonne volonté et la compétence des enseignants à ce niveau, dont – il faut le dire aussi - les conditions de travail ont nettement empiré ces dernières années**, hypothèquent au départ l'avenir de plusieurs de nos étudiants, et leurs possibilités de suivre la formation de leur choix, du fait également que l'encadrement à l'université pour palier à ces problèmes n'est pas conçu en fonction de cela, ni suffisamment

---

<sup>2</sup> On peut le constater très facilement par une simple comparaison entre les étudiants qui sortent du secondaire, pour arriver en 1<sup>er</sup> année de collégial, et ceux qui sont en 2<sup>e</sup> année de collégial : la fourchette des écarts et des disparités entre les compétences et les performances des étudiants *est considérablement réduite* la 2<sup>e</sup> année. On ne peut absolument pas en dire autant à l'Université de Moncton entre les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> année, ni même avec la 3<sup>e</sup> année.

<sup>3</sup> Parmi les carences importantes que je constate à chaque session, chez une *trop grande proportion* d'étudiants, je ne mentionnerai ici que quelques exemples récurrents : absence *totale* de méthodologie de base (incapacité d'établir une bibliographie, de faire des citations, des notes de bas de page, etc.) ; déficiences importantes au niveau du français écrit, liées, il est vrai, à la spécificité de la situation linguistique et historique au NB, mais pas seulement non plus, puisque nombre d'étudiants ont aussi un excellent français écrit ; maîtrise nettement insuffisante des techniques de rédaction et d'argumentation ; difficultés à lire et à analyser un texte théorique élémentaire, etc.

<sup>4</sup> L'Université de Moncton vient d'annoncer une nouvelle augmentation de 4,8 % des frais de scolarité pour 2007-08, qui porte à \$4,920 le prix d'une année d'étude à l'Université de Moncton. Cela dit, la faute en revient moins à l'Université de Moncton qu'au Gouvernement du NB, qui sous-finance nos universités depuis plusieurs années, contraignant celles-ci à reporter les coûts de fonctionnement (qui, eux, augmentent tout le temps) sur les frais de scolarité.

assumé par les différentes instances d'accueil et d'intégration, tout simplement **par faute de moyens!!**

## **2<sup>e</sup> remarque générale à propos du document de la Commission**

L'autre **aspect très problématique** dans le document de la Commission concerne la manière, *beaucoup trop instrumentale*, dont on y traite la question du savoir, devenu dans nos sociétés le critère par excellence du développement social et économique (en passant, il est troublant que le document insiste *exclusivement* sur l'aspect économique<sup>5</sup>).

Je réagis notamment ici à une phrase du document (p. 7), qui m'a profondément choquée, où l'on avoue ne pas comprendre pourquoi « autant d'étudiants universitaires s'inscrivent aux programmes des arts alors que le besoin de diplômés en sciences, en mathématiques pures et appliquées, en informatique et en génie augmente ». Cette phrase, en effet, est choquante à plusieurs égards. Je n'en soulèverai que trois. D'abord, elle tait le fait que *la majorité de nos étudiants dans les programmes des humanités et des arts se placent après leur baccalauréat*, ou encore poursuivent des études supérieures, et *se placent aussi après*, ce qui signifie qu'il y a un **réel besoin** de ces formations dans notre société. Ensuite, elle donne à penser que l'université doit s'enligner sur le marché, et favoriser certaines spécialités, plus en demande, alors qu'elle a une vocation *universaliste*, surtout au niveau du baccalauréat, et que **toutes les branches du savoir (arts et lettres compris) sont importantes pour une société**, et doivent être représentées à l'université. Enfin, elle semble sous-estimer l'importance et la valeur fondamentale des formations en sciences humaines et en lettres, qui permettent d'acquérir une excellente culture générale et de développer un esprit critique et d'analyse de premier plan, devenu *indispensable* dans une société dite « de l'information ».

Il me paraît clair à cet égard (ce que mon expérience en enseignement *me confirme à chaque jour !*) que l'un des principaux problèmes des individus vivant dans les sociétés contemporaines n'est pas tant d'être informé sur une chose ou une situation que de savoir *comment analyser et comprendre* cette chose ou cette situation. Autrement dit, savoir que 'x' existe ne veut pas dire *comprendre* pourquoi 'x' existe, et encore moins comment traiter 'x'. C'est pourquoi la question **décisive** en termes de savoir et de progrès pour notre société est moins celle de la hiérarchie sociale ou économique entre les formations professionnelles (qui seront de toute façon *toutes* appelées à s'adapter continuellement, voire à se renouveler complètement de manière cyclique,

---

<sup>5</sup> Dès le début du texte, dans le premier paragraphe, on trouve deux tournures de phrases très symptomatiques de cette orientation implicite du document : 1) l'expression : « notre économie » et non pas **notre société** (« notre économie exige une éducation et une formation accrue »). En fait, **on ne voit à peu près jamais le mot société** dans ce texte... Il est logique alors de lire plus loin, p. 9 : « la compétitivité internationale (est)... la clé du mieux-être (!!)

et de la prospérité.... ». Quand on sait les dégâts qu'a produits la « compétitivité internationale » dans de nombreux pays, sans même parler des questions d'environnement, et la pression invivable qu'elle exerce sur les travailleurs et les petites entreprises, il y a de quoi s'étonner qu'on puisse y voir la clé du mieux-être!!!!

contrairement aux métiers d'autrefois) et des besoins ponctuels dans tel ou tel domaine, que celle, en aval, *d'une formation de base très solide pour tous* (je reviens ici au problème soulevé dans ma première remarque). A mon sens, celle-ci devrait inclure un bon fond de culture générale axée sur la formation humaniste (**puisque la question fondamentale ici ne saurait être autre que celle du type de société où nous voulons vivre en tant qu'êtres humains**), et *l'acquisition des outils intellectuels de base*, notamment : logique, argumentation et rhétorique. Sans ces bases fondamentales, tous les savoirs du monde peuvent être utilisés n'importe comment, voire de manière contre-productive ou même néfaste... Ces outils permettent en outre une plus grande faculté d'adaptation à la variété et aux changements des situations. En ce sens, ils représentent un atout indispensable dans nos sociétés, où tout change si vite (aspect soulevé dans le document) et où les revirements de situations peuvent souvent prendre des tournures dramatiques. Prenons simplement l'exemple récent du Québec, qui vient de perdre beaucoup de plumes dans le domaine du textile en raison des avancées de la Chine, auxquelles personne dans le domaine ne semblait préparé (alors que tous les experts pouvaient déjà le prévoir...). Prenons, plus près de nous, la catastrophe qui s'annonce avec l'industrie de la pêche, très importante pour l'économie du NB, si l'on ne repense pas de fond en comble, et de manière autrement inventive, la structure de cette industrie, et que l'on n'intervient pas au plan environnemental. **En passant, il n'est dit nulle part dans ce document que notre société a aussi un besoin criant d'environnementalistes, de biologistes et de climatologues...**

La question que j'aimerais poser à cet égard, et qui devrait préoccuper au plus haut point la Commission, est la suivante : **comment** nos futurs travailleurs et intervenants seront-ils préparés, tant au plan professionnel que citoyen, pour affronter les nouveaux défis environnementaux, sociaux et économiques, qui se poseront à notre société au cours du prochain siècle ? Quelle formation recevront-ils pour exercer un *jugement* critique et créatif, outre leurs formations strictement professionnelles, pour répondre à une situation nationale et mondiale évolutive, incluant les problèmes environnementaux, et sociaux auxquels les futures générations seront confrontées?

J'arrête ici, malgré le fait qu'il me reste encore plein de questions et de commentaires, mais le temps me manque et votre patience aussi, probablement. Je souhaite seulement que l'exercice auquel nous nous prêtons maintenant soit des plus productifs, et que les résultats seront **profitables pour tous les citoyens** du Nouveau-Brunswick, afin que notre société trouve la voie d'un développement harmonieux et durable pour les années futures.

Marie-Noëlle Ryan  
Département de Philosophie  
Faculté des arts et des sciences sociales  
Université de Moncton, Campus de Moncton